

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1473

Rubrik: Parti socialiste suisse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Débats de printemps

Coup sur coup, des personnalités socialistes ouvrent le débat sur un renouvellement des orientations politiques du parti. Deux réactions à chaud pour commenter ces propositions.

Brusquement le débat sur les orientations du parti socialiste suisse s'anime. Coup sur coup le Bernois Rudolf Strahm et une petite équipe où l'on trouve la conseillère nationale Simonetta Sommaruga – «Le Manifeste du Gurten» – publient analyses et thèses pour une réforme de l'action socialiste.

Délibérément provocateur

Elue présidente du PSS, Ursula Koch avait promis un débat à la base sur les valeurs fondatrices du socialisme helvétique. Une manière de prendre congé des coups médiatiques concoctés en solitaire par son prédécesseur Peter Bodenmann et sa garde rapprochée. Non seulement ce débat n'a jamais eu lieu, mais le parti socialiste, tout occupé à ses querelles internes, a négligé les grands thèmes de la politique fédérale.

Le «Manifeste du Gurten», texte bref en dix points, délibérément carré dans ses affirmations, se veut une provocation, une provocation au débat sur des thèmes qui divisent ou qui sont restés en friche comme l'immigration, la politique des consommateurs et la mondialisation. Plus substantiel et stratégique, plus analytique aussi,

le document de Rudolf Strahm rejoint le manifeste sur plusieurs points essentiels.

Le Parti socialiste déçoit son électorat

Premier constat commun, le PS fonctionne en sous-régime et se prépare un échec électoral en 2003. La gauche politique n'a pas suffisamment pris conscience de la nature de son électorat et, en privilégiant un discours de défense du statu quo, de résistance, elle déçoit cet électorat et rebute les couches moyennes pourtant méfiantes à l'égard des solutions néolibérales. Car l'analyse électorale parle un langage sans équivoque. Le PS ratisse sociologiquement large. Plus des deux tiers de son électorat se

recrutent parmi les cadres, les employés bénéficiant d'une bonne formation, les professions sociales et enseignantes, les techniciens. Alors que 10% seulement des syndiqués sont encore fidèles à la rose. Si, sous l'influence de l'UDC, les partis bourgeois se raidissent à droite, se présente alors un important potentiel de croissance pour le PS.

Est-ce à dire que pour conquérir cet électorat, les socialistes sont condamnés à recentrer leur programme? C'est

la crainte des socialistes traditionnels, une crainte que ne partage pas Strahm. Pour lui, les classes moyennes sont sensibles aux thèmes de la solidarité et de l'écologie. A condition que le PS manifeste aussi une compétence reconnue sur les dossiers sociaux, économiques et financiers. A condition aussi, c'est le deuxième constat commun, qu'il n'apparaisse pas comme le relais instrumentalisé de revendications sectorielles pour ne pas dire corporatistes. Trop sensible aux surenchères de l'extrême-gauche et de mouvements divers, anti-militaristes et écologistes, le PS lance ou soutient tous azimuts référendums et initiatives qui souvent ne rencontrent qu'un faible soutien populaire. Sa crédibilité en pâtit, sa force de frappe aussi. On se souvient du référendum contre la Loi fédérale sur le personnel, soutenu par un PS pressé par les syndicats, une loi approuvée en votation par une nette majorité des sympathisants socialistes. Dès sa désignation, Christiane Brunner avait reconnu cette faiblesse et annoncé une concentration sur les dossiers prioritaires.

Des propositions concrètes

Bien sûr ces deux textes vont faire grincer des dents les gardiens de la pureté idéologique. Déjà ont fusé les qualificatifs de réactionnaires et de néolibéraux. Or l'électorat socialiste, réel comme potentiel, se

moque de cette guerre de position. Ce qu'il attend, ce sont des réponses concrètes et crédibles aux problèmes qui le préoccupent. C'est une stratégie efficace d'alliances et non des effets de manche dont ne se régalent que leurs auteurs. Sur le service public et ses modalités de fonctionnement, le financement des assurances sociales, la fiscalité, le rôle respectif du marché et de l'Etat, le PS doit à ses troupes et à la population des propositions claires et innovatives. A cet égard, le «Manifeste du Gurten» reste très superficiel et provocateur; il risque de crispier plutôt que d'inciter au débat. Plus étoffées et convaincantes, l'analyse et les propositions de Rudolf Strahm constituent des points de repère que les socialistes ne pourront ignorer. *jd*

On peut consulter le texte de Rudolf Strahm sur le site <http://rudolfstrahm.ch> (en allemand seulement) et celui du «Manifeste du Gurten» sur <http://gurtenmanifest.ch> (en français).

Brève

Le Président du Conseil national, Peter Hess a seulement un mandat d'administrateur en Suisse romande: la Banque MeesPierson Gonet SA à Nyon. *cfp*

Un simple pavé dans la mare

Un petit groupe de socialistes bernois, emmené par la conseillère nationale Simonetta Sommaruga, a convoqué la presse, la semaine dernière, au sommet du Gurten, ravissante colline surplombant la ville de Berne. Leur objectif: provoquer un large débat «constructif» sur la politique du parti socialiste suisse.

Question provocation, c'est réussi. Le «Manifeste du Gurten» aligne dix propositions qui claquent comme des slogans. La méthode est simple. Il s'agit de prendre toutes les thèses du parti socialiste à rebrousse-poil. Le PSS s'est prononcé, dans ses programmes successifs, pour un Etat fort et redistributeur? Le groupe de Gurten condamne une politique d'assistance «qui conduit à la paralysie de la responsabilité individuelle». Un Congrès national a adopté des thèses sur le service public? On les jette aux orties pour défendre une «complémentarité entre le marché et l'Etat». Le PSS défend une politique d'accueil des étrangers respectueuse des dignités humaines? Le «Manifeste du Gurten» préconise «une limitation de l'immigration». Le parti socialiste vient de présenter un projet de baisse d'impôt pour les familles? Ne chipotons pas et défendons une baisse d'impôt généralisé. Le «Mani-

festes du Gurten», c'est donc «dis-moi ce que pense la gauche traditionnelle et je te dirai ce que je ne suis pas».

Et la forme suit le contenu. Le groupe de Gurten cède sans frémir aux impératifs du marketing politique moderne. Privilégier le coup médiatique, le débat clinquant aux questions de fond.

Une conférence de presse dans un lieu symbolique, une stratégie d'affrontement public, une conseillère nationale qui personnalise le clan. Une prise de position-surprise, indépendante de l'appareil socialiste mais tout de même invitant la présidente Christiane Brunner à la présentation de ce mini-programme. Voilà la politique spectacle: un décor, de bons acteurs bien profilés et une invitée en guest-star.

Ce pavé, jeté ostentatoirement dans la mare socialiste, est improductif. Il cristallise les antagonismes et du coup fige les tendances et les sensibilités linguistiques jusqu'à la caricature. Cette provocation, somme toute assez creuse, invite aux anathèmes de tous bords et contraint les divers courants existant au sein du PSS à s'exclure du champ de la social-démocratie, les uns par déviance gauchiste, les autres par déviance néolibérale. Ce n'est plus l'échange des idées, c'est la guerre des tranchées. Et à

ce rythme, le champ de bataille risque d'être déserté.

L'exercice démocratique mérite mieux qu'un débat à l'emporte-pièce, par conférence de presse interposée. Le parti socialiste s'est doté de structures internes qui permettent une clarification des idées et des propositions. Simonetta Sommaruga et ses camarades souhaitent débattre. Tant mieux. Mais qu'ils le fassent dans des lieux qui garantissent la qualité des échanges et des discussions.

Le PSS est vraisemblablement en panne d'idées et d'unité. Comme d'ailleurs la plupart des partis politiques de ce pays, chahutés par des courants divergents. Quels sont les nouveaux facteurs d'inégalité et de précarité, où se cachent les enjeux de pouvoir, quelle fiscalité permettrait de répartir au mieux les richesses, comment répondre à l'évolution démographique, quel avenir voulons-nous donner aux assurances sociales et aux services publics? Sur toutes ces questions, la dialectique interne n'est pas infructueuse; au contraire, elle est nécessaire. Pour autant qu'elle ne cède ni aux corporatismes certes, mais ni, non plus, aux modes libérales ou encore au simple clientélisme qui consiste à dire aux gens ce qu'ils ont envie d'entendre. Il s'agirait plutôt de pouvoir débattre sur des propositions concrètes et argumentées. Des conditions que le «Manifeste du Gurten» ne remplit pas. *gs*

Allègement fiscal

Le fisc fédéral n'est qu'au troisième étage

Interrogé sur les affaires pendantes à charge de son département, le conseiller fédéral Kaspar Villiger a répondu en ces termes aux reproches de la gauche sur l'allègement de l'imposition du couple et des familles qui ne profitent qu'aux plus riches.

«17 % de tous les contri-

buables ne paient aujourd'hui aucun impôt fédéral direct; après la réforme, ce sera un tiers. On ne peut pourtant pas décharger des gens qui de toute façon ne paient pas un centime.» (*Neue Zürcher Zeitung* du 11 mai 2001)

Ce qu'il oublie, c'est que ces gens qui ne paient pas un centi-

me au fisc fédéral paient des impôts souvent lourds, même pour de très petits revenus, au fisc cantonal et communal. L'allègement de l'imposition fédérale, par exemple une déduction en francs pour les enfants, peut être transformé, si le contribuable n'est pas taxé par le fisc fédéral, en crédit d'impôt

à faire valoir (comme pour l'impôt anticipé) sur les impôts cantonaux.

Cette possibilité de prendre en considération les trois impositions superposées devrait intéresser à la fois la gauche et les fédéralistes, du moins si l'on en croit leurs déclarations de principe. *ag*